

## **La solidarité internationale plutôt que des contrôles nationaux absurdes**

Des territoires transfrontaliers interdépendants reliant l'Allemagne, la France et le Luxembourg ainsi que la Wallonie et le Luxembourg, voilà notre vécu quotidien. Chaque jour, 250 000 personnes de notre Grande Région, qui comprend également la Belgique avec la Wallonie et la Communauté germanophone, font la navette entre leur domicile et leur lieu de travail de l'autre côté des frontières ouvertes et inversement. Ce n'est qu'ainsi que l'on assurera les infrastructures publiques et même les soins médicaux à la population.

Les gouvernements nationaux de Berlin et de Paris, entre autres, réagissent en ces temps de pandémie en prenant seuls les décisions là où il y a nécessité d'impliquer les acteurs locaux, acteurs politiques, instances de coopérations, représentants des travailleurs.

Au Quai d'Orsay, à la Chancellerie fédérale et au ministère fédéral de l'Intérieur, on aurait dû le comprendre depuis longtemps : la lutte contre une pandémie ne peut être menée à bien par le biais de contrôles aux frontières ou de tests aux frontières qui ressemblent fortement à des contrôles, mais uniquement et exclusivement par le biais d'une coopération quotidienne beaucoup plus intensive, en matière de politique sanitaire et sociale, par-delà les frontières ouvertes. Les contrôles ne pouvant pas remplacer des décennies de travail inachevé en matière de coopération dans le secteur de la santé.

Les syndicats réunis au Conseil syndical interrégional de la Grande Région Sarre - Lorraine/Grand Est - Luxembourg - Rhénanie-Palatinat - Wallonie/DG Belgique (CSIGR) attendent du gouvernement fédéral allemand et du gouvernement national français qu'ils prennent enfin en compte cet espace transfrontalier commun entre la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg et le Palatinat occidental, au niveau du Rhin supérieur ou entre l'Eifel et les Hautes Fagnes.

Les mesures prises par les États nationaux au détriment des populations des régions frontalières doivent appartenir au passé et à l'histoire. Il faut y mettre fin immédiatement et les enterrer à jamais en raison de leur absurdité médicale et sanitaire.

En tout état de cause, il est urgent d'arrêter de faire subir aux frontaliers un nouveau test insensé toutes les 48 heures simplement parce qu'ils veulent se rendre de leur lieu de résidence à leur lieu de travail, où l'on a besoin d'eux. Cela est

particulièrement une urgence pour les agents travaillant dans les hôpitaux ou les établissements de soins, par exemple. De surcroît, il faut arrêter de faire des forces de police fédérales, les victimes de missions insensées, qui gaspillent les ressources humaines et qui font partie des absurdités du « Ministère de la patrie » à Berlin.

Aujourd'hui, nous exigeons donc des gouvernements nationaux à Berlin et Paris que ces mesures, qui nuisent gravement à la coexistence dans notre région, soient immédiatement remplacées par une coopération constructive, notamment dans le domaine de la santé.

Les instances interrégionales qui ont fait leurs preuves, tels que le Sommet des chefs de gouvernement, le Conseil parlementaire interrégional de la Grande Région, le Conseil économique et social de la Grande Région ainsi que les Conseils syndicaux interrégionaux et associations de défense des frontaliers doivent être entendu et impliquées activement avant la mise en place de mesures par les gouvernements nationaux en Allemagne, en France ou en Belgique qui rendent le passage des frontières plus difficile.

Nous exigeons une véritable coopération pour lutter contre la pandémie au lieu de mesures fictives permettant de noyer le poisson d'une gestion des frontières complètement obsolète.

Une des solutions passe sans nul doute par l'accélération d'une vaccination librement consentie et la plus large possible.

Vive la solidarité internationale !

L'union fait la force et la solidarité.

C'est ainsi que nous vaincrons le Covid-19 !